



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFECTURE DE L'ESSONNE

DIRECTION DES RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITÉS LOCALES
Bureau des Enquêtes Publiques et des Activités Foncières et Industrielles
Section des procédures ICPE et Loi sur l'Eau

boulevard de France
91010 EVRY Cedex

ARRÊTÉ

19 OCT. 2011

N° 2011.PREF.DRCL/BEPAFI/SSPILL 560 du
portant imposition de prescriptions complémentaires à la Société WIENERBERGER pour
l'exploitation située CD 132, lieu-dit « Les Terres à Pots » à ANGERVILLIERS (91470)

LE PREFET DE L'ESSONNE,
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,

VU le code de l'environnement, et notamment l'article R. 512-31,

VU le code de la santé publique,

VU la loi n° 82.213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements,

VU le décret du 23 décembre 2010 portant nomination de M. Michel FUZEAU, préfet hors cadre, en qualité de préfet de l'Essonne,

VU l'arrêté préfectoral n° 2011 PREF/MC/006 du 10 janvier 2011 portant délégation de signature à M. Pascal SANJUAN, Secrétaire Général de la Préfecture de l'Essonne, Sous-Préfet de l'arrondissement Chef-Lieu,

VU l'arrêté préfectoral n° 2006.PRÉF.DCI3/BE 0214 du 20 octobre 2006 portant autorisation à la société WIENERBERGER dont le siège social est situé 8 rue du Canal à ACHENHEIM (67204) d'exploiter au lieu-dit « Les Terres à Pots » à ANGERVILLIERS (91470) les installations suivantes :

- **rubrique n° 2515-1 (A) :** Broyage, concassage, criblage, ensachage, pulvérisation, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels
(puissance installée = 640 kW)
- **rubrique n° 2523 (A) :** Fabrication de produits céramiques et réfractaires
(Capacité de production = 840t/j)
- **rubrique n° 1530.2 (D) :** Dépôts de bois, papier, carton ou matériaux combustibles analogues
(Quantité totale stockée = 2000 m³)
- **rubrique n° 2564.2 (DC) :** Nettoyage, dégraissage, décapage de surfaces (métaux, matières plastiques, etc.) par des procédés utilisant des liquides organohalogénés ou solvants organiques
(Volume total = 250 l)

- **rubrique n° 2661.1b (D):** Transformation de polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques)

(Quantité totale de matière traitée = 2t/j)

- **rubrique n° 2910-A.2 (DC):** Installations de combustion

(Puissance thermique totale = 2,33 MW)

- **rubrique n° 2920-2b (D):** Installation de compression réfrigération fonctionnant à des pressions effectives supérieures à 10⁵ Pa, comprimant des fluides non inflammables et non toxiques

(Puissance absorbée totale = 200 kW)

VU l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2010.PREF.DCI2/BE 0080 du 12 mai 2010 modifiant l'article 2.3.2 du chapitre II du titre 3 relatif aux émissions à l'atmosphère de l'arrêté préfectoral n° 2006-PREF-DCI3/BE 0214 portant autorisation d'exploiter une installations classée pour la protection de l'environnement par la société WIENERBERGER située CD 132, lieu-dit « Les Terres à Pots » sur la commune d'ANGERVILLIERS,

VU l'arrêté préfectoral n°2010.PREF.DCI2/BE 0070 du 1 avril 2010 mettant en demeure l'usine WIENERBERGER située C.D 132 lieu-dit « les Terres à Pots » sur la commune d'ANGERVILLIERS de respecter les prescriptions de l'arrêté préfectoral n° 2006.PREF.DCI3/BE 0214 du 20 octobre 2006 autorisant ses activités,

VU les compléments apportés le 29 avril 2010 par l'exploitant concernant le rapport relatif à l'unité de traitement des fumées du 31 mars 2010,

VU l'étude relative aux impacts sanitaires de l'installation du 17 mai 2010,

VU la note relative aux émissions atmosphériques générées par la briqueterie d'Angervilliers du 15 décembre 2009,

VU les signalements des riverains relatifs à des nuisances olfactives répétées générées par la société WIENERBERGER en particulier par courriers du 24 novembre et du 10 décembre 2009,

VU le courrier de l'exploitant en date du 16 septembre 2009 concernant une demande de modifications de certaines conditions d'exploitation de la briqueterie WIENERBERGER à Angervilliers,

VU les avis du Service Départemental d'Incendie et de Secours concernant la sécurité incendie du site du 8 octobre 2010 et du 29 juillet 2010,

VU le rapport de présentation au Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques (CODERST) de l'inspection des installations classées en date du 26 août 2011,

VU l'avis favorable émis par le CODERST dans sa séance du 15 septembre 2011 notifié au pétitionnaire le 27 septembre 2011,

CONSIDERANT qu'il est nécessaire, pour la protection des intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'Environnement, d'imposer à la Société WIENERBERGER des prescriptions complémentaires pour son exploitation et pour prévenir les risques d'odeurs,

CONSIDERANT les évolutions survenues dans la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement,

CONSIDERANT les aménagements réalisés par la société WIENERBERGER depuis 2006,,

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture,

ARRETE

ARTICLE 1 : La société WIENERBERGER dont le siège social est situé 8 rue du Canal à ACHENHEIM (67204) est autorisée à poursuivre l'exploitation au lieu-dit « Les Terres à Pots » à ANGERVILLIERS (91470) de son installation de fabrication de briques de structure sous réserve du respect des prescriptions de l'arrêté préfectoral n°2006-PREF-DCI3/BE 0214 en date du 20 octobre 2006, complétées par celles du présent arrêté.

ARTICLE 2 : Les prescriptions du présent arrêté annulent et remplacent celles de l'arrêté préfectoral n°2006-PREF-DCI3/BE 0214 du 20 octobre 2006 :

- article 2 du titre 1 relatives à la nature des activités,
- articles de 1 à 7 du chapitre I du titre 3 relatives à la prévention de la pollution de l'eau,
- chapitre II titre 3 relatives à la prévention de la pollution atmosphérique,
- articles 2.2.1, 2.2.2, 3.2.6, 7.1, 7.4 chapitre V du titre 3 relatives à la prévention des risques.
- chapitre IV du titre 4 relatives au stockage et transformation de polymères

Les prescriptions du présent arrêté abrogent celles de l'arrêté préfectoral modificatif n°2010-PREF-DCI2/BE 0080 du 12 mai 2010.

Les prescriptions de l'arrêté n°2006-PREF-DCI3/BE 0214 du 20 octobre 2006 sont abrogées :

- chapitre I du titre 4, prescriptions relatives aux installations de réfrigération – compression,
- chapitre II du titre 4, prescriptions relatives aux installations de combustion.

ARTICLE 3 : NATURE DES ACTIVITES

Rubrique	Alinéa	AS,A, D, DC, NC	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Critère de classement	Seuil du critère	Unité du critère	Volume autorisé	Unités du volume autorisé
2515 (b)	1	A	Broyage, concassage, criblage, ensachage, pulvérisation, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels ou de déchets non dangereux inertes. 1- La puissance installée de l'ensemble des machines fixes concourant au fonctionnement de l'installation étant supérieure à 200 kW ;	Unité de préparation des terres comprenant broyeurs, laminoirs et mélangeurs.	Puissance installée	>200	kW	640	kW
2523 (b)	-	A	Céramiques et réfractaires (Fabrication de produits). La capacité de production étant supérieure à 20 t/j	Fabrication de brique de structure en terre cuite.	Capacité de production	>20	t/j	840	t/j
1532 (a)	2	D	Bois sec ou matériaux combustibles analogues, y compris les produits finis conditionnés (dépôt de), à l'exception des établissements recevant du public. 2. Supérieur à 1 000 m³ mais inférieur ou égal à 20 000 m³.	Dépôt de palettes de bois : 1000 m³ Dépôt de sciures de bois : 1000 m³.	Volume stocké	>1000	m³	2000	m³
2564	-	NC	Nettoyage, dégraissage, décapage de surfaces (métaux, matières plastiques, etc.) par des procédés utilisant des liquides organohalogénés ou des solvants organiques Le volume total des cuves de traitement étant : 2. Supérieur à 200 l, mais inférieur ou égal à 1 500 l.	Atelier de maintenance : fontaine de dégraissage : fût 200 litres raccordé au bac de traitement de 50 litres.	Volume total des cuves de traitement	>200	litres	50	litres
1412	-	NC	Gaz inflammables liquéfiés (stockage en réservoirs manufacturés de), à l'exception de ceux visés explicitement par d'autres rubriques de la nomenclature : Les gaz sont maintenus liquéfiés à une température telle que la pression absolue de vapeur correspondante n'excède pas 1,5 bar (stockages réfrigérés ou cryogéniques) ou sous pression quelle que soit la température. 2. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : b) Supérieure à 6 t mais inférieure à 50 t	Stockage de propane (3x35kg).	Quantité de stockage	>6	tonnes	0,11	tonne
1220	-	NC	Oxygène (stockage ou emploi de l') La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : 3. Supérieure ou égale à 2 t, mais inférieure à 200 t	Stockage de 3 bouteilles d'oxygène.	Quantité de stockage	≥2	tonnes	0,04	tonnes
1418	-	NC	Acétylène (stockage ou emploi de l') La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : 3. Supérieure ou égale à 100 kg, mais inférieure à 1 t	-	Quantité de stockage	≥100	kg	20	kg
1432	2-	NC	Liquides inflammables (stockage en réservoirs manufacturés de) 2. Stockage de liquides inflammables visés à la rubrique 1430 : b) Représentant une capacité équivalente totale supérieure à 10 m³ mais inférieure ou égale à 100 m³	1 cuve aérienne de fioul domestique de 20 m³ 0,4 m³ de solvants de dégraissage 1ère catégorie (point éclair < 55°C)	Capacité équivalente	>10	m³	4,4	m³
1435	-	NC	Stations-service : installations, ouvertes ou non au public, où les carburants sont transférés de réservoirs de stockage fixes dans les réservoirs à carburant de véhicules à moteur, de bateaux ou d'aéronefs Le volume annuel de carburant (liquides inflammables visés à la rubrique 1430 de la catégorie de référence [coefficient 1] distribué étant 3. Supérieur à 100 m³ mais inférieur ou égal à 3 500 m³.	Volume annuel de fioul domestiques distribué : 200m³	Volume équivalent	>100	m³	40	m³

Rubrique	Alinéa	D, DC, NC	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Critère de classement	Seuil du critère	Unité du critère	Volume autorisé	ou volume autorisé
2661	1-	NC	Polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) (transformation de) : 1. Par des procédés exigeant des conditions particulières de température ou de pression (extrusion, injection, moulage, segmentation à chaud, densification, etc.), la quantité de matière susceptible d'être traitée étant : b) Supérieure ou égale à 1 t/j, mais inférieure à 10 t/j	Unité d'expansion du polystyrène par injection de vapeur d'eau.	Quantité de matière susceptible d'être traitée	≥1	t/j	<1	t/j
2662	-	NC	Polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) (stockage de). Le volume susceptible d'être stocké étant : 3. Supérieur ou égal à 100 m³ mais inférieur à 1 000 m³.	Stockage de polystyrène brut sous forme de granules en fûts, cartons ou containers.	Volume susceptible d'être stocké	≥100	m³	50	m³
2663	1-	NC	Pneumatiques et produits dont 50 % au moins de la masse totale unitaire est composée de polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) (stockage de) : 1. A l'état alvéolaire ou expansé tels que mousse de latex, de polyuréthane, de polystyrène, etc., le volume susceptible d'être stocké étant : c) Supérieur ou égal à 200 m³ mais inférieur à 2 000 m³.	Stockage de polystyrène expansé dans des silos souples (3 tonnes maxi).	Volume susceptible d'être stocké	≥200	m³	195	m³
2663	2-	NC	Pneumatiques et produits dont 50 % au moins de la masse totale unitaire est composée de polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) (stockage de) : 2. Dans les autres cas et pour les pneumatiques, le volume susceptible d'être stocké étant : c) Supérieur ou égal à 1 000 m³ mais inférieur à 10 000 m³.	Stockage de rouleaux de films polyéthylène destinés à l'emballage de produits finis.	Volume susceptible d'être stocké	≥1000	m³	100	m³
2910	A-	NC	Combustion à l'exclusion des installations visées par les rubriques 2770 et 2271. A. Lorsque l'installation consomme exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds ou de la biomasse, à l'exclusion des installations visées par d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes, si la puissance thermique maximale de l'installation est : 2. Supérieure à 2 MW, mais inférieure à 20 MW	Gaz naturel : 1 chaudière vapeur de 450 kW 1 chaudière chauffage des locaux de 115 kW rampe pour houssage palettes de 350 kW Fioul domestique : 1 groupe électrogène de 65 KW de secours	Puissance thermique	>2	MWth.	0,98	MWth

A (Autorisation) ou AS (Autorisation avec Servitudes d'utilité publique) ou D (Déclaration) ou DC (Déclaration avec Contrôle) ou NC (Non Classé)

Volume autorisé : éléments caractérisant la consistance, le rythme de fonctionnement, le volume des installations ou les capacités maximales autorisées.

- a) Installations bénéficiant du régime de l'antériorité
- b) Installations dont l'exploitation a déjà été autorisée

ARTICLE 4 : PREVENTION DE LA POLLUTION DE L'EAU

ARTICLE 4.1 – PRINCIPES GENERAUX

Sont interdits tous déversements, écoulements, rejets, dépôts directs ou indirects d'effluents susceptibles d'incommoder le voisinage, de porter atteinte à la santé ou à la sécurité publique ainsi qu'à la conservation de la faune et de la flore, de nuire à la conservation des constructions et réseaux d'assainissement et au bon fonctionnement des installations d'épuration, de dégager en égout directement ou indirectement des gaz ou vapeurs toxiques ou inflammables et de favoriser la manifestation d'odeurs, saveurs ou colorations anormales dans les eaux naturelles.

Tout déversement d'eaux résiduaires, traitées ou non, est interdit dans une nappe souterraine.

Le lavage des appareillages ainsi que celui des sols ne doit être effectué qu'après collecte ou élimination des déchets, des produits chimiques concentrés éventuellement présents ou des poussières présentes. Les produits ainsi collectés doivent être soit recyclés, soit éliminés conformément aux dispositions du chapitre III Titre 3 de l'arrêté préfectoral n°2006.PREF.DC13/BE 0214 du 20 octobre 2006.

Toutes dispositions doivent être prises pour qu'il ne puisse y avoir, en cas d'accident, de déversement de matières dangereuses, polluantes ou toxiques vers le milieu naturel.

ARTICLE 4.2 – PRELEVEMENTS ET CONSOMMATIONS D'EAU

4.2.1 – CONSOMMATION

Les prélèvements d'eau dans les eaux souterraines qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours sont limités aux quantités suivantes :

Origine de la ressource	Consommation maximale annuelle	Débit maximal horaire
Nappe phréatique Puits de 20 m de profondeur	15 000 m ³	6 m ³ /h

En cas de défaillance de la pompe de forage, l'eau de ville peut se substituer à l'eau de la nappe.

L'exploitant établit un bilan annuel des utilisations d'eau à partir des relevés réguliers de ses consommations. Ce bilan fait apparaître les économies réalisables et est transmis annuellement à l'inspection des installations classées.

Le relevé des volumes est effectué hebdomadairement et retranscrit sur un registre éventuellement informatisé, tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

4.2.2 – PROTECTION DES RESEAUX D'EAU POTABLE ET DES MILIEUX DE PRELEVEMENTS

Les ouvrages de prélèvement d'eau sont équipés de dispositifs de mesure totalisateurs et d'un dispositif de disconnection ou tout autre équipement présentant des garanties équivalentes afin d'isoler les réseaux d'eaux industrielles et pour éviter des retours de substances dans les réseaux d'alimentation (eaux de nappe et distribution d'eau potable).

La réalisation de tout nouveau forage ou la mise hors service d'un forage est portée à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation de l'impact hydrogéologique.

4.2.2.1. Mise en service et exploitation d'un forage en nappe

L'ensemble des travaux et l'équipement des ouvrages assure pendant toute la durée du forage et de leur exploitation, une protection des eaux souterraines contre l'interconnexion des nappes d'eau distinctes et le risque d'introduction de pollution de surface (aménagement approprié vis à vis des installations de stockage ou d'utilisation de substances dangereuses).

4.2.2.2. Cessation d'utilisation d'un forage en nappe

En cas de cessation d'utilisation d'un forage, les travaux d'obturation ou de comblement assurent la protection des nappes phréatiques contre tout risque de pollution et d'infiltration ou de mise en communication de nappes d'eau distinctes. Les mesures prises ainsi que leur efficacité sont consignées dans un document de synthèse qui est transmis au préfet dans le mois qui suit sa réalisation.

ARTICLE 4.3 – COLLECTE DES EFFLUENTS LIQUIDES

4.3.1 – DISPOSITIONS GENERALES

Tous les effluents aqueux sont canalisés. Tout rejet d'effluent liquide non prévu à l'article 4.4 ou non conforme à leurs dispositions est interdit.

A l'exception des cas accidentels où la sécurité des personnes ou des installations serait compromise, il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des effluents devant subir un traitement ou être détruits et le milieu récepteur.

Les réseaux de collecte permettent de séparer chacune des diverses catégories d'eaux polluées ou produits vers les traitements appropriés ou milieu récepteur autorisés à les recevoir.

Les effluents pollués ne contiennent pas de substances de nature à gêner le bon fonctionnement des ouvrages de traitement ou de pré-traitement.

La dilution des effluents est interdite. En aucun cas elle ne doit constituer un moyen de respecter les valeurs seuils de rejets fixées par le présent arrêté. Il est interdit d'abaisser les concentrations en substances polluantes des rejets par simples dilutions autres que celles résultant du rassemblement des effluents normaux de l'établissement ou celles nécessaires à la bonne marche des installations de traitement ou de pré-traitement.

Les rejets directs ou indirects d'effluents dans la (les) nappe(s) d'eaux souterraines ou vers les milieux de surface non visés par le présent arrêté sont interdits.

4.3.2 – PLAN ET SCHEMA DES RESEAUX

Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.

Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte doit notamment faire apparaître :

- l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation,
- les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire, ...)
- les secteurs collectés et les réseaux associés
- les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs...)
- les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).

4.3.3 – ENTRETIEN ET SURVEILLANCE

Les réseaux de collecte des effluents sont conçus et aménagés de manière à être curables, étanches et résister dans le temps aux actions physiques et chimiques des effluents ou produits susceptibles d'y transiter.

L'exploitant s'assure par des contrôles appropriés et préventifs de leur bon état et de leur étanchéité.

Les différentes canalisations accessibles sont repérées conformément aux règles en vigueur.
Les canalisations de transport de substances et préparations dangereuses à l'intérieur de l'établissement sont aériennes.

4.3.4 – PROTECTION DES RESEAUX INTERNES A L'ETABLISSEMENT

Les effluents aqueux rejetés par les installations ne sont pas susceptibles de dégrader les réseaux d'égouts ou de dégager des produits toxiques ou inflammables dans ces égouts, éventuellement par mélange avec d'autres effluents.

4.3.5 – ISOLEMENT DU SITE AVEC LES MILIEUX

Un système doit permettre l'isolement des réseaux d'assainissement (réseaux eaux pluviales, eaux industrielles, ...) de l'établissement par rapport à l'extérieur, de façon à maintenir toute pollution accidentelle sur le site. Ce dispositif est maintenu en état de marche, signalé et actionnable manuellement ou automatiquement en toute circonstance. Son entretien et sa mise en fonctionnement sont définis par consigne.

La rétention des eaux d'extinction d'incendie s'effectue au niveau des canalisations d'évacuation du site et d'un bassin de rétention. Le volume de rétention est d'environ 400 m³.

La vidange suivra les principes imposés par l'article 4.4.1.3 traitant des eaux pluviales susceptibles d'être polluées.

ARTICLE 4.4 – TYPE D'EFFLUENTS, LEURS OUVRAGES D'EPURATION ET LEURS CARACTERISTIQUES DE REJET AU MILIEU

4.4.1 – NATURE DES EFFLUENTS

On distingue dans l'établissement :

- les eaux usées et domestiques telles que les eaux de lavabo, toilettes,... (EU-ED)
- les eaux pluviales non polluées (EPnp)
- les eaux pluviales susceptibles d'être polluées (EPp)
- les effluents industriels (EI) tels que les eaux de lavage, de procédé...

4.4.1.1. Les eaux usées et domestiques

Les eaux vannes et les eaux usées sont traitées par une station d'épuration interne (aération prolongée) avant rejet dans le milieu naturel (Ru de l'Etang Neuf – point de rejet n°6).

4.4.1.2. Les eaux pluviales de toiture non polluées

L'infiltration des eaux de toiture réputées « propres » devra, dans la mesure du possible, être privilégiée.

Les eaux de toiture d'une partie du bâtiment principal de production sont collectées dans une cuve de 30 m³ afin d'être utilisée comme réserve d'eau en cas d'incendie.

Les eaux de toiture du hangar de stockage des ajouts sont rejetées dans le fossé situé en partie Ouest dudit hangar.

Les autres eaux de toiture sont collectées par le réseau eaux pluviales du site.

4.4.1.3. Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées

Ces eaux sont collectées et ne peuvent être rejetées au milieu récepteur qu'après contrôle de leur qualité et dans les limites autorisées par le présent arrêté. Si leur charge polluante les rend incompatible avec un rejet dans les limites autorisées après traitement, elles sont éliminées vers les filières de traitement des déchets appropriées.

Le réseau de collecte des EPp de l'établissement est dimensionné pour capter au moins les ruissellements consécutifs à un événement pluvieux de fréquence décennale. Il est nettoyé aussi souvent que cela s'avère nécessaire et ce conformément au chapitre III du titre 3 de l'arrêté préfectoral n°2006.PREF.DCI3/BE 0214 du 20 octobre 2006.

Il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des eaux pluviales et les réseaux de collecte des effluents pollués.

Les eaux de ruissellement d'une partie du parc de stockage des produits finis et de la zone de chargement des produits finis sont collectées et traitées par un débourbeur-séparateur d'hydrocarbures d'une capacité de traitement adapté à la pluviométrie et pourvu d'un système d'obturation automatique avec flotteur interdisant le rejet accidentel des hydrocarbures à l'exutoire, avant de rejoindre le Ru de l'Etang Neuf (point de rejet n°1).

Pour les parkings et les voies de circulation, les eaux de ruissellement sont collectées et traitées par un débourbeur-séparateur d'hydrocarbures d'une capacité de traitement adapté à la pluviométrie et pourvu d'un système d'obturation automatique avec flotteur interdisant le rejet accidentel des hydrocarbures à l'exutoire, avant de rejoindre le Ru de l'Etang Neuf (point de rejet n°2).

Les eaux de ruissellement de l'aire de dépotage/chargement du fioul domestique sont collectées et traitées au moyen d'un débourbeur-séparateur d'hydrocarbures muni d'un dispositif d'obturation automatique avec flotteur interdisant le rejet accidentel des hydrocarbures à l'exutoire, avant de rejoindre le fossé longeant la route D 132 (point de rejet n°4). Ce débourbeur-séparateur d'hydrocarbures est conçu et dimensionné de façon à évacuer un débit minimal de 45 litres par heure, par mètre carré de l'aire considérée, sans entraînement de liquides inflammables.

Les eaux de ruissellement de l'aire de stockage des produits finis sont collectées et traitées par un débourbeur-séparateur d'hydrocarbures d'une capacité de traitement adapté à la pluviométrie et pourvu d'un système d'obturation automatique avec flotteur interdisant le rejet accidentel des hydrocarbures à l'exutoire, avant de rejoindre le Ru de l'Etang Neuf (point de rejet n°5).

Les débourbeurs-séparateurs d'hydrocarbures sont conformes aux normes en vigueur ou tout autre norme européenne ou internationale.

4.4.1.4. Les effluents industriels

La gestion des effluents industriels de toute nature s'exécute au plus près des sources de pollution afin de permettre leur évacuation vers une filière de traitement appropriée. L'exploitant privilégie leur destruction en tant que déchets industriels spéciaux avant d'envisager un rejet dans les limites autorisées et après traitement interne vers le milieu récepteur.

Les effluents industriels sont composés :

- des eaux de lavage des engins de manutention,
- les eaux de lavage des filières d'extrusion,
- les eaux de régénération des adoucisseurs,
- les eaux de purge des chaudières,
- vapeur d'eau condensée générée par l'unité d'expansion de polystyrène.

Le rejet d'eaux résiduelles d'origine industrielle autres que les effluents industriels mentionnés ci-dessus dans le milieu naturel est interdit.

L'aire de lavage des engins est aménagée de façon à recueillir les effluents.

Le nettoyage des filières d'extrusion est effectué exclusivement à l'eau par l'intermédiaire d'une machine munie d'un système haute pression et d'un bac de décantation permettant de retenir les boues.

Les eaux de lavage des engins et les eaux de lavage des filières d'extrusion après passage par le bac de décantation sont traitées via un débourbeur-séparateur d'hydrocarbures correctement dimensionné avant rejet dans le milieu naturel (Ru de l'Etang Neuf – point de rejet n°3).

Les eaux de régénération des adoucisseurs et les eaux de purge des chaudières, après contrôle et rectification éventuelle de leur pH, rejoignent le réseau de collecte des eaux pluviales de voiries et de parkings du site en amont du débourbeur-séparateur d'hydrocarbures correctement dimensionné avant rejet dans le milieu naturel (Ru de l'Etang Neuf – point de rejet n°2).

1.1 4.4.2 – GESTION DES OUVRAGES : CONCEPTION, DYSFONCTIONNEMENT

La conception et la performance des installations de traitement ou de pré-traitement (débourbeurs-séparateurs d'hydrocarbures, bac de décantation, station d'épuration interne, ...) des effluents aqueux permettent de respecter les valeurs limites imposées au rejet par le présent arrêté. Elles sont conçues, entretenues, exploitées et surveillées de manière à réduire au minimum les durées d'indisponibilité ou à faire face aux variations des caractéristiques des effluents bruts (débit, température, composition...) y compris à l'occasion du démarrage ou d'arrêt des installations. Les débourbeurs-séparateurs d'hydrocarbures sont conformes à la norme NF P 16-442 ou à tout autre norme européenne ou internationale.

Si une indisponibilité ou un dysfonctionnement des installations de traitement est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées par le présent arrêté, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en limitant ou en arrêtant si besoin les fabrications concernées.

Les dispositions nécessaires doivent être prises pour limiter les odeurs provenant du traitement des effluents aqueux.

4.4.3 – ENTRETIEN ET CONDUITE DES INSTALLATIONS DE TRAITEMENT OU DE PRE-TRAITEMENT

Les principaux paramètres permettant de s'assurer de la bonne marche des installations de traitement ou de pré-traitement (débourbeurs-séparateurs d'hydrocarbures, bac de décantation, station d'épuration interne, ...) des eaux polluées sont mesurés périodiquement et portés sur un registre.

La conduite et le suivi des installations sont confiés à un personnel compétent disposant d'une formation initiale et continue.

Les installations de traitement ou de pré-traitement des effluents aqueux font l'objet d'un entretien régulier. En particulier, les débourbeurs-séparateurs d'hydrocarbures sont vidangés, nettoyés et curés par une société habilitée lorsque le volume des boues atteint la moitié du volume utile et dans tous les cas au moins fois par an. Ce nettoyage consiste en la vidange des hydrocarbures et des boues ainsi qu'au curage de l'installation qu'en la vérification du fonctionnement des obturateurs et des flotteurs. Les déchets qui y sont collectés doivent être éliminés dans une installation dûment autorisée à cet effet, conformément aux dispositions du chapitre III du titre 3 de l'arrêté préfectoral n°2006.PREF.DCI3/BE 0214 du 20 octobre 2006.

Les fiches de suivi du nettoyage des débourbeurs-séparateurs d'hydrocarbures, l'attestation de conformité à la norme NF P 16-442 ainsi que les bordereaux de traitement des déchets détruits ou retraités sont mis à la disposition de l'inspection des installations classées.

Un registre spécial est tenu sur lequel sont notés :

- les nettoyages réguliers,
- les incidents de fonctionnement des dispositifs de collecte, de traitement ou de pré-traitement, de recyclage ou de rejet des eaux, les dispositions prises pour y remédier et les résultats des mesures et contrôles de la qualité des rejets auxquels il a été procédé.

4.4.4 – LOCALISATION DES POINTS DE REJET

Les réseaux de collecte des effluents générés par l'établissement aboutissent aux points de rejet suivants qui présentent les caractéristiques suivantes :

	Point de rejet n°1	Point de rejet n°2	Point de rejet n°3	Point de rejet n°4	Point de rejet n°5	Point de rejet n°6
Nature des effluents	Eaux pluviales d'une partie du parc de stockage des produits finis et de la zone de chargement des produits finis	Eaux industrielles (eaux de régénération des adoucisseurs et les eaux de purge de la chaudière) et eaux pluviales de voiries et parkings	Eaux de lavage des engins et eaux de lavage des filières d'extrusion	Eaux pluviales de l'aire de dépôtage / chargement du fioul domestique	Eaux pluviales de la zone du parc de stockage des produits finis	Eaux usées sanitaires et domestiques
Traitement avant rejet	Débourbeur – séparateur d'hydrocarbures	Débourbeur – séparateur d'hydrocarbures	Bac de décantation intégrée à la machine des eaux de lavage des filières et Débourbeur – séparateur d'hydrocarbures	Débourbeur – séparateur d'hydrocarbures	Débourbeur – séparateur d'hydrocarbures	Station d'épuration interne (aération prolongée)
Exutoire du rejet	Milieu naturel					
Milieu récepteur	Ru de l'Etang Neuf, puis ru du Fagot, ruisseau la Prédecelle et rivière la Rémarde			Fossé longeant la D132	Ru de l'Etang Neuf, puis ru du Fagot, ruisseau la Prédecelle et rivière la Rémarde	

Un schéma permettant de localiser les six points de rejet au milieu naturel est joint en annexe de ce présent arrêté.

4.4.5 – CONCEPTION, AMENAGEMENT ET EQUIPEMENTS DES OUVRAGES DE REJET

Les dispositifs de rejet permettent une bonne diffusion des effluents liquides dans le milieu naturel. Ils sont aménagés de manière à réduire autant que possible la perturbation apportée au milieu récepteur, aux abords du point de rejet et en fonction de l'utilisation de l'eau à proximité et à l'aval de celui-ci.

Sur chaque ouvrage de rejet d'effluents liquides est prévu un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesure. Ces points comportent des caractéristiques qui permettent de réaliser des mesures représentatives, d'être aisément accessibles, de permettre des interventions en toute sécurité et d'assurer une bonne diffusion des rejets sans apporter de perturbation du milieu récepteur.

Toutes dispositions doivent être prises pour faciliter les interventions d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.

4.4.6 – QUALITE DES EFFLUENTS REJETES

4.4.6.1. Caractéristiques générales de l'ensemble des rejets

L'ensemble des rejets du site doit respecter les valeurs limites et caractéristiques suivantes :

- température : < 30°C
- pH : compris entre 5,5 et 8,5
- couleur : modification de la coloration du milieu récepteur mesurée en un point représentatif de la zone de mélange inférieure à 100 mg/Pt/l
- exempt de matières flottantes
- exempt de produits susceptibles de dégager dans le milieu récepteur, directement ou indirectement, des gaz ou vapeurs toxiques, inflammables ou odorantes
- exempt de tout produit susceptible de nuire à la conservation des ouvrages, ainsi que des matières déposables ou précipitables qui, directement ou indirectement, sont susceptibles d'entraver le bon fonctionnement des ouvrages

4.4.6.2. Conditions particulières de chacun des rejets – valeurs limites d'émission avant rejet dans le milieu naturel

Les rejets des effluents aqueux dans le milieu naturel doivent faire l'objet en tant que de besoin d'un traitement permettant de respecter les valeurs limites fixées par le présent arrêté, contrôlées, sauf stipulation contraire de la norme, sur effluent brut non décanté et non filtré, sans dilution préalable ou mélange avec d'autres effluents.

Référence des rejets : N°1, N°4 et N°5 – EPp – eaux pluviales de la zone de chargement des produits finis (N°1), de l'aire de chargement du fioul (N°4) et du parc de stockage des produits finis (N°5)

Paramètres	Concentration maximale en mg/l
MES	35
DCO	125
DBO5	35
HCT	5

Les valeurs limites s'imposent à des prélèvements, mesures et analyses réalisées sur 24 heures.

En cas de prélèvements instantanés, aucun résultat de mesure ne doit dépasser le double de la valeur limite prescrite ci-dessus.

Référence des rejets : N°2 et N°3 – EPp et EI – eaux pluviales des voiries et parking et eaux industrielles (N°2) – eaux pluviales et eaux de lavage des engins et eaux de lavage de filières d'extrusion (N°3)

Paramètres	Concentration maximale en mg/l
MES	60
DCO	300
DBO5	100
HCT	5
Métaux totaux (*)	15
Azote global	30
Phosphore total	10
Fer, aluminium (*)	5

Les valeurs limites s'imposent à des prélèvements, mesures et analyses réalisées sur 24 heures.

En cas de prélèvements instantanés, aucun résultat de mesure ne doit dépasser le double de la valeur limite prescrite ci-dessus.

(*) : ces paramètres ne sont à prendre en compte uniquement pour le fonctionnement de la chaudière.

Référence des rejets : N°6 – EU-ED – eaux usées sanitaires et domestiques (N°6)

Les eaux usées sanitaires et domestiques sont traitées et évacuées conformément aux règles sanitaires et d'assainissement en vigueur.

ARTICLE 4.5 – SURVEILLANCE DES REJETS AQUEUX

4.5.1 – PRINCIPE ET OBJECTIFS DU PROGRAMME DE SURVEILLANCE

Afin de maîtriser les émissions de ses installations et de suivre leurs effets sur l'environnement, l'exploitant définit et met en œuvre sous sa responsabilité un programme de surveillance de ses émissions et de leurs effets dit programme de surveillance. L'exploitant adapte et actualise la nature et la fréquence de cette

surveillance pour tenir compte des évolutions de ses installations, de leurs performances par rapport aux obligations réglementaires, et de leurs effets sur l'environnement.

L'exploitant décrit dans un document tenu à la disposition de l'inspection des installations classées les modalités de mesures et de mise en œuvre de son programme de surveillance, y compris les modalités de transmission à l'inspection des installations classées.

Les articles suivants définissent le contenu minimum de ce programme en terme de nature de mesure, de paramètres et de fréquence pour les différentes émissions et pour la surveillance des effets sur l'environnement, ainsi que de fréquence de transmission des données de surveillance.

4.5.2 – CONTENU DE LA SURVEILLANCE

Référence des rejets : N°2 et N°3

Les effluents aqueux rejetés dans le milieu naturel aux points N°2 et N°3, visés à l'article 4.4.4 doivent faire l'objet d'un contrôle (en concentration) par un organisme agréé suivant le programme indiqué dans le tableau ci-dessous.

Paramètres	Points de rejet N°2 et N°3
Périodicité des contrôles	Annuelle et à chaque incident
MES	x
DCO	x
DBO5	x
HCT	x
Azote global	x
Phosphore total	x

Les métaux totaux, le fer et aluminium ne sont à contrôler qu'une fois lors du fonctionnement de la chaudière.

Les contrôles inopinés exécutés à la demande de l'inspection des installations classées peuvent, avec l'accord de cette dernière, se substituer aux dispositions prévues ci-dessus.

4.5.3 – SUIVI, INTERPRETATION ET DIFFUSION DES RESULTATS

4.5.3.1. Actions correctives

L'exploitant suit les résultats des mesures qu'il réalise en application du 4.5.2, notamment celles de son programme de surveillance, les analyse et les interprète. Il prend le cas échéant les actions correctives appropriées lorsque des résultats font présager des risques ou inconvénients pour l'environnement ou d'écart par rapport au respect des valeurs réglementaires relatives aux émissions de ses installations ou de leurs effets sur l'environnement.

4.5.3.2. Analyse et transmission des résultats de la surveillance

Sans préjudice des dispositions de l'article R 512-69 du code de l'environnement, l'exploitant établit chaque année un rapport de synthèse relatif aux résultats des mesures et analyses imposées au 4.5.2. Ce rapport, traite au minimum de l'interprétation des résultats de la période considérée (en particulier cause et ampleur des écarts), des modifications éventuelles du programme de surveillance et des actions correctives mises en œuvre ou prévues (sur l'outil de production, de traitement des effluents, la maintenance...) ainsi que de leur efficacité. Il est tenu à la disposition permanente de l'inspection des installations classées pendant une durée de 10 ans.

Un état récapitulatif des analyses et mesures effectuées est transmis tous les ans à l'inspection des installations classées. Ce document, sous forme synthétique, est accompagné de commentaires expliquant les dépassements constatés (incidents, teneurs anormales, ...), leur durée ainsi que les dispositions prises pour y remédier et pour qu'ils ne puissent se reproduire.

ARTICLE 5 : PREVENTION DE LA POLLUTION ATMOSPHERIQUE

ARTICLE 5.1 – CONCEPTION DES INSTALLATIONS

5.1.1 – DISPOSITIONS GENERALES

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'exploitation et l'entretien des installations de manière à limiter les émissions à l'atmosphère, y compris diffuses, notamment par la mise en œuvre des meilleures techniques disponibles à un coût économique acceptable (défini dans les BREF ou les guides ou la réglementation en vigueur), le développement de techniques de valorisation, la collecte sélective et le traitement des effluents en fonction de leurs caractéristiques et de la réduction des quantités rejetées en optimisant notamment l'efficacité énergétique (définie dans les BREF ou les guides ou la réglementation en vigueur).

Les installations de traitement d'effluents gazeux doivent être conçues, exploitées et entretenues de manière :

- à réduire à leur minimum les durées de dysfonctionnement et d'indisponibilité pendant lesquelles elles ne pourront assurer pleinement leur fonction,
- à faire face aux variations de débit, température et composition des effluents en particulier à l'occasion du démarrage ou de l'arrêt des installations.

En cas de perturbation, d'incident affectant le traitement des gaz ou d'indisponibilité susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en réduisant ou arrêtant si besoin les fabrications concernées. Aucune opération ne pourra être reprise avant remise en état des circuits d'épuration sauf les cas exceptionnels intéressant la sécurité.

Les consignes d'exploitation de l'ensemble des installations comportent explicitement les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modifications ou d'entretien de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté.

Le brûlage à l'air libre est interdit.

5.1.2 – POLLUTIONS ACCIDENTELLES

Les dispositions appropriées sont prises pour réduire la probabilité des émissions accidentelles et pour que les rejets correspondants ne présentent pas de dangers pour la santé et la sécurité publique. La conception et l'emplacement des dispositifs de sécurité destinés à protéger les appareillages contre une surpression interne doivent être tels que cet objectif soit satisfait, sans pour cela diminuer leur efficacité ou leur fiabilité.

5.1.3 – ODEURS

Les dispositions nécessaires sont prises pour que l'établissement ne soit pas à l'origine de gaz odorants, susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publique.

Les dispositions nécessaires sont prises pour éviter en toute circonstance, l'apparition de conditions anaérobie dans les bassins de stockage ou de traitement ou dans des canaux à ciel ouvert.

La réalisation d'une campagne d'évaluation de l'impact olfactif de l'installation afin de quantifier les émissions d'odeurs et leur impact dans l'environnement pour permettre une meilleure prévention des nuisances sera réalisée dans les 6 mois suivant la reprise d'activité de l'installation puis à chaque demande de l'inspection des installations classées. L'exploitant transmet, à l'inspection des installations classées, dans le mois suivant la réception des résultats, le rapport relatif à la campagne d'évaluation de l'impact olfactif de l'installation.

En cas de besoin, le débit d'odeur des gaz émis à l'atmosphère à ne pas dépasser sera fixé. Ce débit est exprimé en UO_E/m^3 .

Sans préjudice des règlements d'urbanisme, l'exploitant doit prendre les dispositions nécessaires pour prévenir les envols de poussières et de matières diverses :

- les voies de circulation, aires de stationnement des véhicules, aires de déchargement et de chargement des produits sont aménagées (formes de pente, revêtement, etc.), et nettoyées convenablement de façon périodique,
- Les véhicules sortant de l'installation n'entraînent pas de dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation. Pour cela des dispositions telles que le lavage des roues des véhicules doivent être prévues en cas de besoin,
- les surfaces où cela est possible sont engazonnées,
- des écrans de végétation sont mis en place le cas échéant.

Des dispositions équivalentes peuvent être prises en lieu et place de celles-ci.

5.1.5 – EMISSIONS DIFFUSES ET ENVOLS DE POUSSIÈRES

Les dépôts ou stockages au sol ou les terrains à l'état nu susceptibles de créer une source d'émission de poussières, en période sèche notamment, sont traités en conséquence ; ils doivent être protégés des vents par des écrans ou stabilisés pour éviter les émissions et les envols de poussières ; en cas d'impossibilité de les stabiliser, ces stockages doivent être réalisés sous abri ou en silos ; en particulier le stockage en vrac de la sciure de bois et de résidus de papiers recyclés est réalisé dans des espaces fermés.

Les stockages de produits pulvérulents sont confinés (récipients, silos, bâtiments fermés) et les installations de manipulation, transvasement, transport de produits pulvérulents sont, sauf impossibilité technique démontrée, munies de dispositifs de capotage et d'aspiration permettant de réduire les envols de poussières. Si nécessaire, les dispositifs d'aspiration sont raccordés à une installation de dépoussiérage en vue de respecter les dispositions du présent arrêté. Les équipements et aménagements correspondants satisfont par ailleurs la prévention des risques d'incendie et d'explosion (événements pour les tours de séchage, les dépoussiéreurs...).

Les locaux doivent être maintenus propres et régulièrement nettoyés. Le sol, les parois, les chemins de câbles, les gaines, les canalisations, les appareils et équipements sont débarrassés régulièrement des accumulations de poussières.

ARTICLE 5.2 – CONDITIONS DE REJETS

5.2.1 – DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Les points de rejet dans le milieu naturel doivent être en nombre aussi réduit que possible. Tout rejet non prévu au présent chapitre ou non conforme à ses dispositions est interdit. La dilution des rejets atmosphériques est interdite.

Les rejets à l'atmosphère sont, dans toute la mesure du possible, collectés et évacués, après traitement éventuel, par l'intermédiaire de cheminées pour permettre une bonne diffusion des rejets. L'emplacement de ces conduits est tel qu'il ne peut y avoir à aucun moment siphonnage des effluents rejetés dans les conduits ou prises d'air avoisinant. La forme des conduits, notamment dans leur partie la plus proche du débouché à l'atmosphère, est conçue de façon à favoriser au maximum l'ascension des gaz dans l'atmosphère. La partie terminale de la cheminée peut comporter un convergent réalisé suivant les règles de l'art lorsque la vitesse d'éjection est plus élevée que la vitesse choisie pour les gaz dans la cheminée. Les contours des conduits ne présentent pas de point anguleux et la variation de la section des conduits au voisinage du débouché est continue et lente.

Les poussières, gaz polluants ou odeurs sont, dans la mesure du possible, captés à la source et canalisés, sans préjudice des règles relatives à l'hygiène et à la sécurité des travailleurs.

Les conduits d'évacuation des effluents atmosphériques nécessitant un suivi périodique et visés à l'article 5.2.3 du présent arrêté doivent être aménagés (plate-forme de mesure, orifices, fluides de fonctionnement, emplacement des appareils, longueur droite pour la mesure des particules) de manière à permettre des mesures représentatives des émissions de polluants à l'atmosphère. En particulier les dispositions des normes NF 44-052 et EN 13284-1 sont respectées.

Ces points doivent être aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes les dispositions doivent également être prises pour faciliter l'intervention d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.

Les incidents ayant entraîné le fonctionnement d'une alarme et/ou l'arrêt des installations ainsi que les causes de ces incidents et les remèdes apportés sont également consignés dans un registre.

L'ensemble de ces installations satisfait par ailleurs la prévention des risques d'incendie et d'explosion.

Les justificatifs du respect de ces dispositions (notes de calcul, paramètres des rejets, optimisation de l'efficacité énergétique...) sont conservés à la disposition de l'inspection des installations classées.

5.2.2 – POINTS DE REJET

Les points de rejets canalisés du site sont listés dans le tableau ci-dessous.

N° du point de rejet	Installations	Combustible	Autres caractéristiques
n°1	Cheminée associée à l'unité de traitement des fumées, elle-même raccordée au four de cuisson	Brûleur gaz naturel	Traitement des fumées par une unité d'oxydation thermique régénérative (composée d'une chambre de combustion et de 3 échangeurs de chaleur céramiques)
N°2, n°3, n°4	3 extracteurs du séchoir évacuant la vapeur d'eau générée lors du séchage des briques (étape précédent celle de cuisson)	-	-
n°5	Conduit d'extraction raccordé à l'unité d'expansion du polystyrène permettant l'obtention de billes de polystyrène expansé pour la fabrication de produits poreux	-	-
n°6	Conduit d'évacuation associé au système de filtration des poussières de l'unité de préparation des terres (rejet à l'extérieur du hall de préparation)	-	Dispositif de dépoussiérage par filtre à manches. Les poussières de filtration sont recyclées en fabrication.
n°7	Conduit d'évacuation associé au système de filtration des poussières équipant les rectifieuses (rejet à l'extérieur du hall de production)	-	Unité de rectification bénéficie d'un capotage et d'un système d'aspiration des poussières. Dispositif de dépoussiérage par filtre à manches. Les poussières de filtration sont recyclées en fabrication.
n°8	Cheminée de la chaudière principale produisant de la vapeur pour le façonnage des produits (puissance thermique = 450kW)	Gaz naturel	-
n°9	Cheminée de la chaudière utilisée pour le chauffage des locaux (puissance thermique = 115kW)	Gaz naturel	-
n°10	Cheminée du groupe électrogène (puissance thermique = 65kW)	Fioul domestique	-

5.2.3 – CONDITIONS GENERALES DES REJETS

Point de rejet	Hauteur de la cheminée en m	Diamètre en m	Débit nominal sur gaz sec en Nm³/h	Vitesse minimale d'éjection des gaz en m/s
n°1	40	1,20	42000 Nm³/h	12

Le débit des effluents gazeux est exprimé en mètres cubes par heure rapportés à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs).

5.2.4 – DISPOSITIF DE TRAITEMENT DES REJETS

Généralités :

Les installations de traitement sont conçues, entretenues, exploitées et surveillées de manière à respecter les seuils de rejet et les capacités d'épuration déterminées lors de leur implantation (notamment pendant les périodes d'arrêt et de démarrage de l'installation).

Les modalités de surveillance sont définies dans l'article 5.3 du présent arrêté.

L'exploitant s'assure régulièrement de l'efficacité de la captation, de l'absence d'anomalie dans le fonctionnement des ventilateurs, ainsi que du bon fonctionnement des installations d'épuration éventuelles.

Les principaux paramètres permettant de s'assurer de la bonne marche des installations de traitement doivent être contrôlés périodiquement.

Unité d'oxydation régénérative associée au four de cuisson :

Afin de garantir l'efficacité du traitement des fumées, des opérations de pyrolyse (ou burn out) sont réalisées périodiquement au niveau des échangeurs en céramique de l'unité d'oxydation thermique régénérative associée au four de cuisson.

Une procédure tenue à disposition de l'inspection des installations classées décrit les modalités de réalisation de opérations pyrolyse. Ces dernières seront menées lorsque les conditions météorologiques et horaires seront les plus adaptées afin de limiter les nuisances olfactives susceptibles de créer une gêne pour le voisinage (orientation et vitesse des vents permettant une bonne dispersion des fumées).

Les dates, heure de début et de fin des opérations de pyrolyse et conditions climatiques sont portées sur un registre éventuellement informatisé et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

5.2.5 – VALEURS LIMITES DE REJET

5.2.5.1. Définitions

Pour les valeurs limites de rejet fixées par le présent arrêté :

- le débit des effluents est exprimé en mètres cubes par heure rapportés à des conditions normalisées de température (273 °K) et de pression (101,3 kPa) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs),
- les concentrations en polluants sont exprimées en gramme(s) ou milligramme(s) par mètre cube rapportée aux mêmes conditions normalisées et lorsque cela est spécifié, à une teneur de référence en oxygène,
- sauf autorisation explicite, la dilution des effluents est interdite et ne constitue pas un moyen de traitement et un moyen de respecter les valeurs limites fixées par le présent arrêté.

5.2.5.2. Conditions particulières des rejets à l'atmosphère

Les caractéristiques des rejets à l'atmosphère, après traitement, sont inférieures ou égales aux valeurs prévues dans les tableaux suivants, en concentration et en flux :

Paramètres	Point de rejet n°1 (rejet de la cheminée associée à l'unité de traitement des fumées raccordée au four de cuisson)	
	Concentrations en mg/Nm ³ sur gaz sec	flux en kg/h sur gaz sec
Concentration en O ₂	18,00%	
Poussières	20	1
SO ₂	300	13
NO _x en équivalent NO ₂	100	4
CO	100	4
HCl (2)	30	1,3
CH ₄	50	2
Fluor (1)	5	0,2
COV non méthanique exprimé en carbone total	20	1
Benzène	2	0,07

(1) Fluor et composés inorganiques du fluor (gaz, vésicules et particules) (exprimés en HF)

(2) Chlorure d'hydrogène et autres composés inorganiques gazeux du chlore (exprimés en HCl)

Les valeurs limites s'imposent à des mesures, prélèvements et analyses moyens réalisés sur une durée qui est fonction des caractéristiques de l'appareil et du polluant et voisine d'une demi-heure.

Point de rejet n°5 : pour l'unité d'expansion du polystyrène, l'exploitant met en œuvre des procédures visant à réduire les émissions de COV de son installation comprenant notamment :

- l'utilisation de matières premières contenant au plus 4% de COV en masse, lorsque la possibilité technique existe ; en cas d'impossibilité technique, l'exploitant doit le justifier : dans ce cas, les matières premières utilisées doivent contenir au plus 7% de COV en masse ;
- l'incorporation optimale de matériaux usagés dans les matières premières ;
- la captation et le traitement des émissions, lorsque la possibilité technique existe, notamment sur le poste de pré-expansion.

L'utilisation de substances ou préparations auxquelles sont attribuées ou sur lesquelles sont apposées, les mentions de danger H340, H350, H350i, H360d ou H360F ou les phrases de risque R45, R46, R49, R60 ou R61 en raison de leur teneur en composés organiques volatils classés cancérigènes, mutagènes ou toxiques pour la reproduction, est interdite.

ARTICLE 5.3 – SURVEILLANCE DES EMISSIONS ATMOSPHERIQUES

5.3.1 – PRINCIPE ET OBJECTIFS DU PROGRAMME DE SURVEILLANCE

Afin de maîtriser les émissions de ses installations et de suivre leurs effets sur l'environnement, l'exploitant définit et met en œuvre sous sa responsabilité un programme de surveillance de ses émissions et de leurs effets. L'exploitant adapte et actualise la nature et la fréquence de cette surveillance pour tenir compte des évolutions de ses installations, de leurs performances par rapport aux obligations réglementaires, et de leurs effets sur l'environnement.

L'exploitant décrit dans un document tenu à la disposition de l'inspection des installations classées les modalités de mesures et de mise en œuvre de son programme de surveillance, y compris les modalités de transmission à l'inspection des installations classées.

Les articles suivants définissent le contenu minimum de ce programme en terme de nature de mesure, de paramètres et de fréquence pour les différentes émissions et pour la surveillance des effets sur l'environnement, ainsi que de fréquence de transmission des données de surveillance.

5.3.2 – CONTENU DE LA SURVEILLANCE

Les effluents de la cheminée d'extraction n°1 visée à l'article 5.2.3 doivent faire l'objet d'un contrôle (en concentration et en flux) par un organisme agréé suivant le programme indiqué dans le tableau ci-dessous.

Paramètres	Point de rejet n°1
Périodicité des contrôles	Trimestrielle
Rendement d'épuration	x
Débit	x
O ₂	x
Poussières	x
SO ₂	x
NO _x en équivalent NO ₂	x
CO	x
HCl	x
CH ₄	x
Fluor	x
COV non méthanique exprimé en carbone total	x
Benzène	x

La périodicité du suivi du paramètre rendement d'épuration pourra être révisée à la demande de l'exploitant, après avis de l'inspection des installations classées s'il s'avère qu'il n'y a pas de dérive de l'unité de traitement des fumées par oxydation thermique régénérative raccordée au four de cuisson.

Station météo :

L'installation dispose d'une station météo avec enregistreur en continu des données météorologiques.

Unité de traitement des fumées par oxydation thermique régénérative raccordée au four de cuisson :

Les principaux paramètres permettant de s'assurer de la bonne marche de l'unité de traitement des fumées par oxydation thermique régénérative doivent être contrôlés périodiquement. En particulier, elle est dotée d'un système de suivi en continu avec enregistreur des paramètres de fonctionnement, a minima :

- la température au sein de la chambre de combustion couplé à une alarme sonore et visuelle en cas de dépassement des valeurs limites de consigne,
- la température au sein de chaque échangeur,
- la pression pour mesurer la différence de pression entre la conduite d'entrée des gaz bruts et la chambre de combustion et pour mesurer la différence de pression entre la chambre de combustion et la conduite des gaz traités.

Ces équipements et notamment l'appareil enregistreur doivent être maintenus en bon état de fonctionnement et vérifiés périodiquement.

Une panne ou un dysfonctionnement des équipements de contrôle en continu (température et pression) entraîne le déclenchement d'un signal sonore et visuel via le système de supervision du four et une intervention immédiate du personnel qualifié de WIENERBERGER.

Une panne ou un dysfonctionnement de l'enregistreur, un relevé horaire manuel des paramètres de contrôle est réalisé par le personnel de WIENERBERGER. Son remplacement est réalisé dans les meilleurs délais.

Les enregistrements seront conservés pendant trois ans.

Le suivi des performances de cette installation peut être effectué à partir d'un paramètre représentatif du bon fonctionnement de cette installation, choisi par l'exploitant dont la corrélation est, au préalable, démontrée à l'inspection des installations classées.

Cette corrélation est ensuite vérifiée tous les trimestres par une mesure en parallèle des composés organiques volatils effectuée par un organisme agréé. La périodicité de ces vérifications pourra être révisée à la demande de l'exploitant, après avis de l'inspection des installations classées s'il s'avère qu'il n'y a pas de dérive.

Une procédure décrit les modalités d'exploitation des données et notamment les actions à engager en cas d'évaluation d'un dépassement des valeurs limites à l'émission de cette unité. Cette procédure est tenue à disposition de l'inspection des installations classées.

Lorsque la valeur limite est exprimée en flux spécifique, ce flux est calculé, sauf dispositions contraires, à partir d'une production journalière.

Les méthodes d'échantillonnage, de mesure et d'analyses sont conformes à celles définies par les réglementations ou normes françaises ou européennes en vigueur. En l'absence de méthode de référence, la procédure retenue doit permettre une représentation statistique de l'évolution du paramètre.

La durée de cette mesure est d'au moins une demi-heure, et est répétée au moins trois fois. Toutefois, il pourra être dérogé à cette règle dans des conditions bien particulières ne permettant pas de respecter les durées de prélèvement (gaz très chargés ou très humides ...) ou de réaliser trois prélèvements (gaz très peu chargés correspondant à des concentrations inférieures à 20 % de la valeur limite ou installations nécessitant des durées de prélèvements supérieures à deux heures ...). Dans ce cas, tout justificatif sera fourni dans le rapport d'essai.

Les contrôles inopinés exécutés à la demande de l'inspection des installations classées peuvent, avec l'accord de cette dernière, se substituer aux dispositions prévues ci-dessus.

5.3.3 – SUIVI, INTERPRETATION ET DIFFUSION DES RESULTATS

5.3.3.1. Actions correctives

L'exploitant suit les résultats des mesures qu'il réalise en application de l'article 5.3.2, notamment celles de son programme de surveillance, les analyse et les interprète. Il prend le cas échéant les actions correctives appropriées lorsque des résultats font présager des risques ou inconvénients pour l'environnement ou d'écart par rapport au respect des valeurs réglementaires relatives aux émissions de ses installations ou de leurs effets sur l'environnement.

5.3.3.2. Analyse et transmission des résultats

Sans préjudice des dispositions de l'article R 512-69 du code de l'environnement, l'exploitant établit chaque trimestre un rapport de synthèse relatif aux résultats des mesures et analyses imposées aux articles 5.2.5 et 5.3.2. Ce rapport, traite au minimum de l'interprétation des résultats de la période considérée (en particulier cause et ampleur des écarts), des mesures comparatives mentionnées à l'article 5.3.3.1, des modifications éventuelles du programme de surveillance et des actions correctives mises en œuvre ou prévues (sur l'outil de production, de traitement des effluents, la maintenance...) ainsi que de leur efficacité.

Il est :

- tenu à la disposition permanente de l'inspection des installations classées pendant une durée de 10 ans.
- adressé avant la fin de chaque période à l'inspection des installations classées.

ARTICLE 5.4 – RECHERCHE DE SUBSTANCES TOXIQUES DANS L'AIR

Les effluents de la cheminée d'extraction n°1, un exutoire du séchoir n°2 ou n°3 ou n°4 et le conduit d'extraction raccordé à l'unité d'expansion du polystyrène n°5 visés à l'article 5.2.2 doivent faire l'objet d'un contrôle (en concentration et en flux) par un organisme agréé suivant le programme indiqué dans le tableau ci-dessous.

Paramètres	Points de rejet n°1 et n°2 ou n°3 ou n°4 et n°5
Contrôle à réaliser dans les trois mois suivant la reprise d'activité de l'installation	
Débit	x
O ₂	x
Benzène	x
HAP	x
Mercure (Hg)	x
Arsenic (As)	x

Les méthodes d'échantillonnage, de mesure et d'analyses sont conformes à celles définies par les réglementations ou normes françaises ou européennes en vigueur. En l'absence de méthode de référence, la procédure retenue doit permettre une représentation statistique de l'évolution du paramètre.

La durée de cette mesure est d'au moins une demi-heure, et est répétée au moins trois fois. Toutefois, il pourra être dérogé à cette règle dans des conditions bien particulières ne permettant pas de respecter les durées de prélèvement (gaz très chargés ou très humides ...) ou de réaliser trois prélèvements (gaz très peu chargés correspondant à des concentrations inférieures à 20 % de la valeur limite ou installations nécessitant des durées de prélèvements supérieures à deux heures ...).

Dans ce cas, tout justificatif sera fourni dans le rapport d'essai.

L'exploitant suit les résultats des mesures qu'il réalise en application du présent article, les analyse et les interprète. Il prend le cas échéant les actions correctives appropriées lorsque des résultats font présager des risques ou inconvénients pour l'environnement ou d'écart par rapport au respect des valeurs réglementaires relatives aux émissions de ses installations ou de leurs effets sur l'environnement.

L'exploitant transmet, à l'inspection des installations classées, dans le mois suivant la réception des résultats, le rapport de synthèse relatif aux résultats des mesures et analyses imposées par le présent article. Ce rapport, traite au minimum de l'interprétation des résultats de la période considérée (en particulier cause et ampleur des écarts), des mesures comparatives mentionnées à l'alinéa précédent, des modifications éventuelles apportées et des actions correctives mises en œuvre ou prévues ainsi que de leur efficacité.

ARTICLE 5.5 – SYSTEME D'ECHANGE DE QUOTAS D'EMISSION DE GAZ A EFFET DE SERRE

Les activités indiquées à l'annexe I et aux gaz à effet de serre énumérés à l'annexe II de la directive n°2003/87 du 13/10/2003 établissant un système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre dans la communauté sont soumises à l'affectation de quotas.

En application de l'article R. 229-9 du code de l'environnement, la liste des exploitants auxquels sont affectés des quotas d'émission de gaz à effet de serre pour la période considérée et couverte par le plan national d'affectation de quotas est fixée par arrêté.

Pour chaque installation est précisée, le montant total des quotas affectés ainsi que les quantités qui seront délivrées chaque années.

Pour la période 2008-2012, les installations au titre desquelles ces quotas sont affectés, le montant pour la période et le montant annuel de ces quotas sont fixés dans l'annexe I de l'arrêté ministériel du 31 mai 2007.

Pour la période 2013-2020, l'arrêté du 8 avril 2011 fixe la procédure d'affectation de quotas pour la troisième période du système d'échange des quotas d'émission de gaz à effet de serre.

ARTICLE 5.6 : INFORMATION DES RIVERAINS

Une procédure décrit les modalités d'information des riverains lorsque les émissions de l'installation et/ou les opérations de pyrolyse de l'unité de traitement des fumées par oxydation thermique régénérative associée au four de cuisson sont susceptibles de générer des nuisances auprès de ceux-ci.

Un registre est mis à la disposition des riverains pour y consigner les signalements d'épisodes incommodes. Ce registre est tenu à disposition de l'inspection des installations classées.

ARTICLE 5.7 : COMMISSION LOCALE

La Commission Locale de Suivi de l'Environnement prévue à l'article III-6 de l'arrêté préfectoral n°2007.PREF.DCI3/BE 0075 du 6 avril 2007 portant autorisation à la société Wienerberger d'exploiter une carrière d'argile à ciel ouvert sur le territoire des communes d'ANGERVILLIERS et du VAL-SAINT-GERMIAN est étendue aux activités de l'usine réglementées par l'arrêté préfectoral n°2006.PREF.DCI3/BE 0214 du 20 octobre 2006 et par le présent arrêté.

Cette commission est réunie au minimum une fois par an par l'exploitant et en tant que de besoin.

L'exploitant présente, notamment, à cette occasion, les actions menées pour respecter les dispositions réglementaires de l'arrêté préfectoral du 20 octobre 2006 et du présent arrêté.

ARTICLE 6 : DECLARATION DES EMISSIONS POLLUANTES : GEREP

Le ministre chargé de l'environnement établit un registre des émissions de polluants et des déchets sous la forme d'une base de données électronique publique afin de promouvoir l'accès du public à l'information, faciliter sa participation au processus décisionnel en matière environnementale et contribuer à la prévention et à la réduction de la pollution de l'environnement.

Conformément à l'article 4 de l'arrêté ministériel du 31 janvier 2008 relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions polluantes et des déchets, l'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I a de cet arrêté ministériel déclare chaque année au ministre chargé de l'environnement les données ci-après :

- les émissions chroniques ou accidentelles de l'établissement, à caractère régulier ou non, canalisées ou diffuses dans l'air et dans l'eau de tout polluant indiqué à l'annexe II de cet arrêté ministériel dès lors qu'elles dépassent les seuils fixés dans cette même annexe, en distinguant la part éventuelle de rejet ou de transfert de polluant résultant de l'accident ;
- les émissions chroniques ou accidentelles de l'établissement dans le sol de tout polluant indiqué à l'annexe II de cet arrêté ministériel, provenant de déchets, à l'exception des effluents d'élevage, soumis aux opérations de « traitement en milieu terrestre » ou d'« injection en profondeur » énumérées à l'annexe II, partie A, de la directive 2006/12/CE du 5 avril 2006 relative aux déchets ;
- les volumes d'eau prélevée dès lors que le volume de prélèvement est supérieur à 50 000 m³/an ;
- les volumes d'eau rejetée, le nom et la nature du milieu récepteur dès lors que le volume de prélèvement est supérieur à 50 000 m³/an ou que l'exploitant déclare au moins une émission dans l'eau au titre du premier tiret du présent article ;
- la chaleur rejetée (par mégathermie) dès lors que celle-ci est supérieure à 100 Mth/an pour les rejets.

Tout exploitant qui a déclaré pour une année donnée, en application des alinéas précédents, une émission d'un polluant supérieure au seuil fixé pour ce polluant déclare la quantité émise de ce polluant pour l'année suivante même si elle est inférieure aux seuils.

Conformément à l'article 7 de l'arrêté ministériel du 31 janvier 2008, la déclaration des données d'émission d'une année est effectuée, pour les installations classées relevant du système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre, avant le 15 février de l'année suivante.

ARTICLE 7 : BILAN DE FONCTIONNEMENT (ensemble des rejets chroniques et accidentels)

L'exploitant réalise et adresse au Préfet le bilan de fonctionnement prévu à l'article R 512-45 du code de l'environnement. Le bilan est à fournir avant la date anniversaire de l'arrêté d'autorisation plus 10 ans.

Le bilan de fonctionnement qui porte sur l'ensemble des installations du site, en prenant comme référence l'étude d'impact, contient notamment :

- une évaluation des principaux effets actuels sur les intérêts mentionnés à l'article L 511-1 du code de l'environnement ;
- une synthèse des moyens actuels de prévention et de réduction des pollutions et la situation de ces moyens par rapport aux meilleures techniques disponibles ;
- les investissements en matière de prévention et de réduction des pollutions au cours de la période décennale passée ;
- l'évolution des flux des principaux polluants au cours de la période décennale passée ;
- les conditions actuelles de valorisation et d'élimination des déchets ;
- un résumé des accidents et incidents au cours de la période décennale passée qui ont pu porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L 511-1 du code de l'environnement ;
- une analyse des meilleurs techniques disponibles par référence aux BREF (Best REferences) par rapport à la situation des installations de l'établissement ;
- les mesures envisagées par l'exploitant pour supprimer, limiter et compenser les inconvénients de l'installation par mise en œuvre de techniques répondant aux meilleurs techniques disponibles, ainsi que l'estimation des dépenses correspondantes ;
- les conditions d'utilisation rationnelle de l'énergie ;
- les mesures envisagées en cas d'arrêt définitif de l'exploitation (cette disposition ne concerne pas les installations qui ont rempli cette condition dans leur demande d'autorisation).

ARTICLE 8 : PREVENTION DES RISQUES

8.1 - CONCEPTION DES BATIMENTS ET LOCAUX

8.1.1 DISPOSITIONS CONSTRUCTIVES

Les bâtiments et locaux sont conçus et aménagés de façon à pouvoir s'opposer à la propagation d'un incendie.

Les baies aménagées dans tous les murs classés « coupe-feu » doivent être munies de portes coupe-feu de degré équivalent et être dotées de ferme porte. L'ensemble des portes coupe-feu sont dotées de ferme porte.

A l'intérieur des installations, les allées de circulation sont aménagées et maintenues constamment dégagées pour faciliter la circulation et l'évacuation du personnel ainsi que l'intervention des secours en cas de sinistre.

Les canalisations de distribution de fluides sont signalées conformément aux dispositions de la norme NF X 08 100 (Directive 92/58/CEE du 24 juin 1992). Les circuits de fluides sous pression doivent être conformes aux textes législatifs et réglementaires et aux règles de l'art et doivent être vérifiés régulièrement.

Les coupures générales des fluides (gaz, électricité, ...) doivent être correctement signalées sur le site.

Les règles d'urgence à adopter en cas de sinistre sont portées à la connaissance du personnel et affichées.

La distance maximale à parcourir en étage pour gagner un escalier ne doit pas être supérieure à 40 mètres. Les itinéraires de dégagement ne doivent pas comporter de cul-de-sac supérieur à 10 mètres. Le débouché au niveau du rez-de-chaussée d'un escalier doit s'effectuer à moins de 20 mètres d'une sortie sur l'extérieur.

8.1.2 DESENFUMAGE

Le désenfumage des locaux situés en rez-de-chaussée et en étage de plus de 300 m², des locaux aveugles et de ceux situés en sous-sol de plus de 100 m² est assuré efficacement. De plus, le cloisonnement de ces surfaces doit s'élever depuis le plancher bas, jusqu'au plancher haut ou jusqu'en sous face de la toiture.

Le désenfumage de chaque cage d'escalier est assuré par la mise en place d'un dispositif d'1 m² en partie haute dont l'ouverture sera rendue possible depuis le rez-de-chaussée par une commande manuelle.

ARTICLE 8.2 : SURVEILLANCE DE L'EXPLOITATION

L'exploitation doit se faire sous la surveillance, directe ou indirecte, d'une personne nommément désignée par l'exploitant et ayant une connaissance de la conduite de l'installation et des dangers et inconvénients des produits utilisés ou stockés dans l'installation.

En dehors des heures de travail, des rondes de surveillance sont assurées par un agent de sécurité ou par du personnel qualifié.

L'exploitant établit une consigne sur la nature et la fréquence des contrôles que doit assurer le personnel et l'agent de sécurité.

Le personnel et l'agent de sécurité sont familiarisés avec les installations et les risques encourus et reçoit à cet effet une formation spécifique. Il est équipé de moyens de communication pour diffuser l'alerte.

ARTICLE 8.3 : MOYENS D'INTERVENTION EN CAS D'ACCIDENT

L'établissement est doté de moyens adaptés aux risques à défendre et répartis en fonction de la localisation de ceux-ci conformément à l'analyse des risques définie dans le présent chapitre au paragraphe généralités.

Ces équipements sont maintenus en bon état, repérés, facilement accessibles et vérifiés aux moins une fois par an.

L'exploitant doit pouvoir justifier, auprès de l'inspection des installations classées, de l'exécution de ces dispositions.

Des extincteurs appropriés aux risques à combattre, compatibles avec les produits stockés et en nombre suffisant sont répartis judicieusement dans l'ensemble des locaux à raison d'un extincteur portatif à eau pulvérisée de 6 litres au minimum, ou en cas de risque électrique à poudre de 6 kg, pour 200 m² de plancher avec un minimum d'un appareil par niveau, en particulier disposés dans les zones présentant des risques particuliers d'incendie notamment électrique.

L'établissement est doté au minimum d'un poteau incendie conforme à la norme NFS 61 213. Il est piqué directement sans passage par compteur (seul le compteur utilisant l'effet de la vitesse de l'eau sur un organe mobile en rotation est autorisé - cf. norme NFE 17 002) ni «by-pass » sur une canalisation assurant un débit de 1000 litres/minute sous une pression dynamique minimale de 1 bar.

Le poteau est judicieusement implanté de façon à ce que chacune des entrées principales du bâtiment soit située à moins de 220 mètres de cet appareil par les voies praticables.

Il est situé en bordure de voie carrossable, ou tout au plus à 5 mètres de celle-ci.

Il sera procédé à sa réception par le service Prévision du groupement Centre (ARPAJON) dès sa mise en place.

L'établissement est pourvu de plans d'implantation des moyens d'extinction à jour.

La défense extérieure contre l'incendie est complétée par :

- une citerne de 30 m³ placée contre le bâtiment, récupérant les eaux de toitures,
- une réserve artificielle minimale permanente de 240 m³, conforme aux dispositions de la circulaire interministérielle n° 465 du 10 décembre 1951. A cet égard, l'exploitant met en place un dispositif (sonde, témoin visuel, etc.) au niveau du bassin permettant le contrôle rapide de l'existence minimale d'eau requise par tous temps.

La citerne de 30 m³ et la réserve de 240 m³ sont matérialisées et correctement signalées. Cette signalétique doit être conforme à la réglementation en vigueur.

Par ailleurs, cette réserve doit être d'un accès rapide et aisé pour les véhicules de lutte contre l'incendie (plate-forme d'aspiration normalisée (crépine et raccord pompier), voie d'accessibilité « tous temps » bétonnée ou goudronnée). Ses abords seront constamment entretenus et dégagés de toute végétation.

L'implantation et la réalisation de cette réserve est soumise, pour avis, au service « Prévision » du service départemental d'incendie et de secours.

8.4. - PLAN D'INTERVENTION

Un plan d'intervention est établi par le responsable de l'établissement en liaison avec le service d'incendie et de secours. Il définit les mesures d'organisation, les moyens afférents, les méthodes d'intervention et les moyens nécessaires à mettre en œuvre en cas d'accident en vue de protéger le personnel, les populations et l'environnement.

La localisation des bouteilles de gaz et les coupures générales (gaz, électricité, ...) doivent, notamment, être répertoriées sur le plan d'intervention.

L'exploitant doit prendre contact avec le chef du groupement Centre (ARPAJON) afin de définir d'un commun accord les dispositions à prendre pour l'élaboration de consignes d'intervention des secours, à partir d'une analyse « IMPACTE » propre au service départemental d'incendie et de secours de l'Essonne.

ARTICLE 9 : STOKAGE ET TRANSFORMATION DE POLYMERES

9.1. Unité d'expansion de polystyrène

1. Au sein du hall de fabrication, un local spécifique comportant l'unité d'expansion du polystyrène est construit en matériau coupe-feu de degré 2 heures. Le stockage de polystyrène brut, stocké à proximité de l'unité d'expansion, est limité à un contenant d'un volume maximal de 25 m³.

Les portes sont coupe-feu de degré 1 heure; elles sont munies d'un ferme-porte ou d'un dispositif assurant leur fermeture automatique.

2. Il est doté d'un système de détection automatique de fumées avec report d'alarme exploitable rapidement, notamment au poste de supervision du process.

3. L'exploitant garantira l'absence de gaz inflammable dans la canalisation d'évacuation vers l'extérieur des gaz issue de la transformation des polymères.

4. Sur l'ensemble du local sont installés des robinets d'incendie armés de 33 mm, conformes aux normes françaises applicables, de manière que tout point puisse être atteint par 2 jets de lance. Ceux-ci devront être placés à proximité immédiate des issues.

5. Le local est équipé d'un système de désenfumage efficace. En partie haute sont créés des exutoires de fumées, gaz de combustion et chaleur dégagés en cas d'incendie (lanterneaux en toiture, ouvrants en façade ou tout autre dispositif équivalent) conformes et judicieusement répartis dont la surface utile sera égale à 2 % de la surface de chaque canton de désenfumage.

Ces exutoires sont munis d'un dispositif d'ouverture automatique doublé d'une commande facilement manœuvrable depuis le sol, signalée et placée près d'une issue.

Des amenées d'air d'une surface équivalente sont prévues.

6. L'introduction de toute flamme nue est interdite à l'intérieur du local. Cette interdiction fera l'objet d'un affichage sur les portes d'entrée.

9.2. Stockage de polystyrène brut

Les contenants de polystyrène brut sont entreposés sous un appenti à l'Est du bâtiment à moins de 50 mètres de la réserve d'eau incendie de 240 m³.

L'exploitant met en œuvre les moyens d'intervention appropriés aux risques à combattre, compatibles avec les produits stockés, en nombre suffisant et judicieusement répartis. Ces équipements sont maintenus en bon état, repérés, facilement accessible et vérifiés aux moins une fois par an.

L'introduction de toute flamme nue est interdite à proximité de ce stockage ainsi que toute augmentation de potentiel calorifique. Cette interdiction fera l'objet d'un affichage.

9.3. Stockage de polystyrène expansé

Le stockage de polystyrène se fait dans des silos souples d'une capacité totale maximale de 195 m³. Ces silos sont implantés le long de la façade Ouest du bâtiment, sur une plateforme bétonnée.

L'exploitant met en œuvre les moyens d'intervention appropriés aux risques à combattre, compatibles avec les produits stockés, en nombre suffisant et judicieusement répartis. Ces équipements sont maintenus en bon état, repérés, facilement accessible et vérifiés aux moins une fois par an.

L'introduction de toute flamme nue est interdite à proximité de ce stockage ainsi que toute augmentation de potentiel calorifique. Cette interdiction fera l'objet d'un affichage.

Les silos de stockage de polystyrène expansé doivent être isolés du bâtiment fabrication côté séchoir :

- soit par des parois coupe-feu de degré 2 heures. Ces parois doivent dépasser de part et d'autre d'au moins 4 mètres.

- Soit à partir d'un mur coupe-feu de degré 2 heures en « U » entourant les silos.

ARTICLE 10 : RECAPITULATIF DES DOCUMENTS A TRANSMETTRE ET DES CONTROLES A EFFECTUER

L'exploitant doit réaliser les contrôles et transmettre les documents listés dans ce présent arrêté et synthétisés dans le tableau ci-dessous.

Articles du présent arrêté	Contrôles à effectuer / Documents à transmettre	Périodicités / Échéances
Prescriptions relatives à la prévention de la pollution de l'eau		
4.2.1	Établir un bilan des utilisations d'eau à partir des relevés réguliers des consommations.	Annuelle
4.2.1	Transmettre à l'inspection des installations classées, le bilan	Annuelle
4.2.2.2	En cas de cessation d'utilisation d'un forage en nappe, transmettre au préfet, un document de synthèse des mesures prises ainsi que leur efficacité	Dans le mois qui suit leur réalisation
4.5.3.2	Établir un rapport de synthèse relatif aux résultats des mesures et analyses imposée à l'article 4.5.2	Chaque année
4.5.3.2	Transmettre à l'inspection des installations classées, un état récapitulatif des analyses et mesures imposées à l'article 4.5.2	Tous les ans
Prescriptions relatives à la prévention de la pollution atmosphérique		
5.1.3	Campagne d'évaluation de l'impact olfactif de l'installation à réaliser	Dans les 6 mois suivant la reprise d'activité de l'installation puis à chaque demande de l'installation
5.1.3	Transmettre à l'inspection des installations classées, le rapport relatif à la campagne d'évaluation de l'impact olfactif	Dans le mois suivant la réception des résultats,
5.3.3.2	Établir un rapport de synthèse relatif aux résultats des mesures et analyses imposée aux articles 5.2.5 et 5.3.2	A chaque trimestre
5.3.3.2	Adresser à l'inspection des installations classées, le rapport de synthèse relatif aux résultats des mesures et analyses imposée aux articles 5.2.5 et 5.3.2	Avant la fin de chaque période
5.4	Recherche de substances toxiques dans l'air à réaliser	Dans les 3 mois suivant la reprise d'activité de l'installation
5.4	Transmettre à l'inspection des installations classées, le rapport de synthèse relatif aux résultats des mesures et analyses de la recherche de substances toxiques dans l'air	Dans le mois suivant la réception des résultats
Déclaration des émissions polluantes		
6	Déclaration GEREPA à réaliser	Avant le 15 février de l'année suivante
Bilan de fonctionnement		
7	Bilan de fonctionnement à réaliser et à transmettre au préfet	Tous les 10 ans

ARTICLE 11 : DELAIS ET VOIES DE RECOURS
(Article R.514-3-1 du code de l'Environnement)

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il peut être déféré à la juridiction administrative (Tribunal Administratif de Versailles, 56 avenue de Saint-Cloud, 78011 VERSAILLES) :

« - par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions. Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue six mois après la publication ou l'affichage de ces décisions, le délai de recours continue à courir jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après cette mise en service ;

« - par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée. »

ARTICLE 12 : EXECUTION

Le Secrétaire Général de la Préfecture,
Le Maire d'ANGERVILLIERS,
La société WIENERBERGER,
Les Inspecteurs des Installations Classées,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général


Pascal SANJUAN